

20 mars 2021: stop à l'impunité!



Appel du Réseau d'Entraide Vérité et Justice, des collectifs de familles de tué·e·s, de blessé·e·s et de mutilé·e·s par les violences et les crimes des forces de l'ordre et des agents pénitentiaires.

Depuis 10 ans, les victimes des violences d'État marchent pour la vérité, la justice et la réparation. Cette année, pour afficher leur volonté d'union, de soutien et de solidarité mutuels, elles ont décidé de créer le Réseau d'Entraide Vérité et Justice.

Ce samedi 20 mars 2021, notre réseau appelle à des marches et rassemblements partout en France, dans le cadre des Journées internationales contre les violences des forces de l'ordre et contre le racisme. Née le 15 mars 1997 à Montréal, au Canada, la Journée internationale contre la brutalité policière s'est aujourd'hui étendue à la Suisse, à l'Allemagne, au Royaume-Uni, à la France, à la Belgique, à l'Espagne, et au Portugal, en passant par le Nigeria, les États-Unis et le Mexique.

Le 21 mars, la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale est célébrée en mémoire du massacre de Sharpeville (Afrique du Sud) en 1960, où la police a tué 69 personnes noires, lors d'une manifestation pacifique contre l'apartheid.

En France, les crimes et les violations des droits humains ont été institutionnalisés avec le Code noir de Louis XIV, puis le Code de l'indigénat. Depuis, la répression violente voire mortelle des personnes racisées est constante et elle s'étend désormais à toutes celles et tous ceux qui contestent la politique gouvernementale.

Les dérives de l'utilisation de la force par les « personnes dépositaires de l'autorité publique » ne cessent de s'aggraver à l'encontre de toute la population. Des violences répétées, permanentes, qui ne sont ni des « bavures », ni des « dérapages », ni des faits-divers isolés.

Au cours des 44 dernières années, 746 personnes sont décédées à la suite d'une intervention des forces de l'ordre, dont 78 du fait d'agents hors service (selon le seul recensement existant, réalisé par le site d'information Bastamag). En 2019, on totalisait 26 décès, 29 en 2020. À cela, s'ajoute le nombre effarant de blessé·e·s et mutilé·e·s « pour l'exemple » : depuis trois ans on a dénombré 30 éborgnements et 5 mains et 2 pieds arrachés par des LBD ou des grenades.

La suite ici :
<https://blogs.mediapart.fr/reseau-dentraide-verite-et-justice/blog/110321/20-mars-2021-stop-limpunite>